

**Accompagnement technique de l'Office de la Protection du Citoyen (OPC) en renforcement de la politique de l'égalité entre les sexes**  
**Termes de Référence**

Titre du projet	:	Initiative Spotlight en Haïti
Niveau du poste	:	Consultant(e) National(e)
Type de contrat	:	Contrat Individuel
Lieu	:	Haïti
Superviseur	:	UNDP Haïti-Unité de Gouvernance
Durée du contrat	:	3 mois
Date limite de candidature	:	21 septembre 2020
Date de début du contrat	:	01 novembre 2020

### **1. Contexte**

L'Office de la Protection du Citoyen et de la Citoyenne (OPC) est une institution républicaine haïtienne régie par la Constitution de 1987 amendée en ses articles 207, 207-1, 207-2, 207-2 bis et 207-3 et la *loi portant organisation et fonctionnement de l'Office de la Protection du Citoyen* du 3 Mai 2012. L'OPC a pour mission de « *veiller au respect par l'État de ses engagements en matière de droits humains, notamment ceux contractés au niveau régional et international. Il protège tout individu contre toutes les formes d'abus de l'administration publique*<sup>1</sup> ».

Sur le plan international, les actions de l'OPC, en tant qu'Institution Nationale des Droits Humains (INDH), s'alignent sur les directives de Paris<sup>2</sup> et de Belgrade<sup>3</sup>, ainsi que des résolutions de l'Organisation des Nations Unies qui consacrent l'indépendance des INDH<sup>4</sup> dont l'objectif est de « *promouvoir et de protéger les droits humains, veiller au respect par l'État de ses engagements en la matière, notamment ceux contractés au niveau régional et international pour la protection de tous les individus contre toutes les formes d'abus de l'administration publique* »<sup>5</sup>.

Depuis Octobre 2017, l'OPC s'engage dans un processus de réforme de ses structures techniques et administratives visant à renforcer ses capacités en vue d'améliorer les services offerts à la population en matière de respect des droits humains, notamment ceux adressés aux femmes et filles.

---

<sup>1</sup> Art. 3, *Loi portant organisation et fonctionnement de l'Office de la Protection du Citoyen*

<sup>2</sup> <https://www.ohchr.org/FR/NewsEvents/Pages/NHRILinkinternationallawtolocalaction.aspx>

<sup>3</sup> <http://afcnhdh.org/wp-content/uploads/2016/04/Principes-de-Belgrade.pdf>

<sup>4</sup> Résolution 48/134 adoptée par l'Assemblée générale le 20 décembre 1993

<sup>5</sup> OPC, *Rapport annuel combiné, 2009-2012*

En effet, les Violences Basées sur le Genre (VBG) constituent une préoccupation majeure en Haïti. Selon les résultats de la sixième Enquête sur la Mortalité, la Morbidité et l'Utilisation des Services (EMMUS VI) réalisée entre 2016-2017, près de 29% des femmes de 15-49 ans déclarent avoir subi des actes de violences physiques depuis l'âge de 15 ans. Parmi les femmes non célibataires, 34% sont victimes des violences conjugales perpétrées dans 45% des cas par le mari ou partenaire ; 37% d'entre elles en sont sorties avec de graves blessures. Quant aux violences sexuelles, une femme sur huit, soient 12%, indiquent en avoir subi à un moment quelconque de leur vie.

Dans le cadre de son programme, l'OPC reçoit régulièrement des plaintes sur les VBG. Une assistance est souvent portée aux victimes tant sur les plans médical, légal que psychologique à travers le Service de Protection de l'Enfance et de la Femme. Compte tenu de l'ampleur et de la gravité de ce phénomène en Haïti, l'institution entend renforcer de manière générale, sa politique d'Égalité entre les sexes.

C'est dans cette perspective que l'institution, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), cherche à recruter les services d'un/d'une consultant/e

## **2. Objectifs de la consultation**

- Renforcer les capacités et appuyer les enquêtes de l'OPC sur la VFFF, y compris la violence familiale, l'inégalité entre les sexes et la discrimination.
- Accompagner l'OPC dans la définition de normes et procédures pour la prise en compte de la dimension du genre dans toutes ses structures ;
- Aider au renforcement des capacités techniques des Cadres de l'institution en matière de l'égalité entre les sexes et la discrimination ;
- Accompagner l'OPC dans la structuration technique du Service de Protection de l'Enfance et de la Femme et produire des recommandations à cet effet ;
- Renforcer le système de documentation des cas de Violences Basées sur le Genre (y compris la violence au sein de la société en générale et dans l'Administration Publique en particulier, conformément à sa mission ;
- Appuyer la conception et la mise en œuvre d'une campagne de sensibilisation sur les VBG et de promotion de la ligne verte de l'OPC à travers les médias et les réseaux sociaux.

## **3. Livrables de la consultation**

- 3.1. Rapport de diagnostic de situation de l'OPC en matière d'égalité entre les sexes ;
- 3.2. Document de propositions, recommandations, normes et procédures pour la prise en compte de la dimension du genre dans toutes les structures de l'OPC en fonction des résultats du diagnostic et d'autres études et rapports portant sur la thématique ;
- 3.3. Plan de formation sur le genre (la VFFF, y compris la violence familiale, l'inégalité entre les sexes et la discrimination) et rapports d'ateliers de formation réalisés à l'intention d'au moins 25 Cadres de l'institution ;

- 3.4. Plan de structuration et de renforcement du Service de Protection de l'Enfance et de la Femme ;
- 3.5. Document de propositions et recommandations sur l'alimentation de la base de données de l'OPC, particulièrement les cas de VBG au sein de la société en générale et dans l'Administration Publique en particulier ;
- 3.6. Plan de campagne de sensibilisation sur les VFFF (y compris la violence domestique, les inégalités de sexes et la discrimination) et de promotion de la ligne verte de l'OPC à travers les médias et les réseaux sociaux.

#### **4. Profil recherché**

- Master en Droit, Sciences Sociales, Communication, Genre ;
- Expertise avérée en lien avec le genre et les droits des femmes et une connaissance approfondie de la problématique égalité femme/homme en Haïti ;
- Expériences dans le domaine des droits de la personne y inclus protection et migration irrégulière ou des thématiques liées à l'inclusion ;
- Avoir une bonne connaissance du développement axée sur l'approche des droits des femmes ;
- Expériences dans la conception de campagnes de communication et de plaidoyer ;
- Expériences de travail dans le secteur de droits humains, du système des Nations Unies ;
- Au moins cinq ans d'expériences dans la réalisation d'activités similaires ;
- Excellente maîtrise du français et du créole ;
- Excellente maîtrise des outils informatiques (Word, Excel, PowerPoint) ;
- Bonne capacité rédactionnelle en français ;
- Connaissances de l'OPC et de ses structures, un atout.

#### Dossier de Soumission

L'appel à candidature est ouvert à tout(e) consultant(e) national(e) ayant une expérience avérée dans le domaine de l'étude. Les dossiers de candidatures doivent être composés comme suit :

#### **Offre technique**

- La lettre de soumission ;
- Brève présentation du consultant/de la consultante ;
- La note de compréhension de la mission et de l'approche envisagée pour exécuter le travail selon les TDRS (proposition technique)
- La note méthodologique détaillée ;
- Le chronogramme détaillé de la mission ;
- Un Curriculum Vitae (CV) indiquant les expériences dans le domaine visé ;
- Le chronogramme détaillé des activités et les résultats attendus à chaque phase du processus ;

#### **Offre financière**

La proposition financière indiquant le montant forfaitaire proposé par le soumissionnaire pour la conduite de la consultation. Les frais d'organisation des ateliers de restitution seront pris en charge par le PNUD.

#### **Critère de sélection**

- L'offre technique sera évaluée sur un total de 60 points
- L'offre financière sera évaluée sur un total de 40 points

#### **Dossier de Candidature**

Les dossiers de candidature doivent être envoyés par e-mail à : .....